



Établissement public du Musée national Picasso-Paris  
20, rue de la Perle  
75003 PARIS

**PRESTATIONS DE RÉALISATION ET  
D'INTÉGRATION DE CONTENUS POUR DES  
PARCOURS AUDIOGUIDÉS ET PRESTATIONS DE  
FOURNITURE, LOCATION ET MAINTENANCE  
D'APPAREILS D'AUDIOGUIDAGE POUR LE MUSÉE  
NATIONAL PICASSO - PARIS**

**Accord-cadre n°2024-MNPP-1100 et 1101-AC**

**LOT N°1 : FOURNITURE, LOCATION ET MAINTENANCE D'APPAREILS  
D'AUDIOGUIDAGE ET REALISATION ET INTEGRATION DE  
CONTENUS POUR DES PARCOURS AUDIOGUIDES ENFANTS ET  
ADULTES**

**LOT N°2 : PRESTATIONS SPECIFIQUES RELATIVES A LA  
REALISATION DE CONTENUS EN LANGUE DES SIGNES  
FRANCAISES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION COMMUNE  
(RCC)**

Le présent document décrit les modalités et les conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent être apportées. Les candidats sont invités à en prendre connaissance avant la remise de leur dossier.

## DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES : le 27 janvier 2025 A 12H00

### TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE 3 : MODE DE PASSATION .....	3
ARTICLE 4 : FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	3
ARTICLE 5 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 6 : ALLOTISSEMENT .....	4
ARTICLE 7 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE .....	4
7.1 Date prévisionnelle de début des prestations.....	4
7.2 Langue.....	4
7.3 Caution et garantie exigées .....	4
7.4 Délai de paiement .....	4
7.5 Avance.....	5
7.6 Modalités essentielles de financement.....	5
7.7 Moyen retenu pour le paiement.....	5
7.8 Délai de validité des offres .....	5
7.9 Groupement.....	5
7.10 Visite des lieux.....	5
ARTICLE 8 : VARIANTES .....	6
ARTICLE 9 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	6
ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	6
10.1 Ouverture des plis.....	6
10.2 Examen des candidatures et des offres .....	6
10.3 Critères de jugement des offres .....	7
ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PARTICIPATION ET DOCUMENTS À PRODUIRE .....	8
11.1 Documents constituant la candidature - renseignements sur la situation juridique du candidat et permettant d'apprécier ses capacités financières, techniques et professionnelles .....	8
11.2 Documents constituant l'offre du candidat pour chacun des deux lots.....	10
ARTICLE 12 : CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
12.1 Signature et remise des offres par voie ou support électronique .....	10
12.2 Modalités de remise des copies de sauvegarde par voie ou support papier.....	11
ARTICLE 13 : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES PAR LES CANDIDATS .....	12
ARTICLE 14 : MODIFICATIONS APPORTÉES AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	13
ARTICLE 15 : COMMUNICATION DES RÉSULTATS.....	13

## **ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur est l'Établissement public du musée national Picasso-Paris, 20 rue de la Perle, 75003 Paris. Tel : 01.42.71.25.21 / Fax : 01.48.04.75.46

Le présent accord-cadre sera conclu avec cet établissement.

## **ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de réalisation et d'intégration de contenus pour des parcours audioguidés et des prestations de fourniture, location et maintenance d'appareils d'audioguidage pour le musée national Picasso-Paris.

Le cahier des clauses particulières commun (CCPC) précise la description des prestations et leurs spécifications techniques ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

## **ARTICLE 3 : MODE DE PASSATION**

Le présent accord-cadre est passé par la voie d'appel d'offres ouvert en application de l'article L2124-2 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 210 000 € HT tous lots confondus.

## **ARTICLE 4 : FORME DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre composite mono attributaire. Il est composé de deux lots :

- **Lot n°1 : Prestations de réalisation et d'intégration de contenus adulte et enfant pour des parcours audioguidés et prestations de fourniture, location et maintenance d'appareils d'audioguidage. Il comprend :**
  - une part forfaitaire mensuelle traitée à prix globale et forfaitaire, sans montant minimum et avec un montant maximum de 60 000 € HT pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises ;
  - une part à bons de commandes, soumise aux dispositions des articles R.2162-5, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, traitée à prix unitaires, sans montant minimum et avec un montant maximum de 120 000 € HT.

Pour l'ensemble de ces deux parts, le montant maximum est fixé à 180 000 € HT pour toute la durée du marché, reconductions comprises.

- **Lot n°2 : Prestations spécifiques relatives à la réalisation de contenus en langue des signes françaises. Il comprend :**

Ce lot est conclu à prix unitaires, soumis aux dispositions des articles R.2162-5, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, traitée à prix unitaires, sans montant minimum et avec un montant maximum de 30 000 € HT.

## **ARTICLE 5 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un (1) an.

Il pourra être reconduit trois (3) fois pour une période d'un (1) an par tacite reconduction sauf en cas de dénonciation de l'accord-cadre par le représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 6 : ALLOTISSEMENT**

Le présent accord-cadre est alloti en deux lots comme suit :

- Lot n°1 : Prestations de réalisation et d'intégration de contenus adulte et enfant pour des parcours audioguidés et prestations de fourniture, location et maintenance d'appareils d'audioguidage ;
- Lot n°2 : Prestations spécifiques relatives à la réalisation de contenus en langue des signes françaises.

L'allotissement est justifié du fait de la spécificité des prestations relatives au Lot n°2 concernant la réalisation de contenus en langue des signes françaises.

## **ARTICLE 7 : DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE**

### **7.1 Date prévisionnelle de début des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations est le mois de mars 2025.

### **7.2 Langue**

Les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

### **7.3 Caution et garantie exigées**

Aucune caution ou garantie particulière n'est exigée.

### **7.4 Délai de paiement**

Le délai de paiement est fixé à 30 (trente) jours à compter de la réception de la facture par l'Etablissement public du Musée national Picasso–Paris.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **7.5 Avance**

Les modalités relatives à l'avance sont indiquées à l'article 10.4 du cahier des clauses particulières commun (CCPC).

## **7.6 Modalités essentielles de financement**

Les prestations sont payées sur le budget de l'Etablissement public du Musée national Picasso-Paris.

## **7.7 Moyen retenu pour le paiement**

Le paiement des factures est effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal.

## **7.8 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## **7.9 Groupement**

Les opérateurs économiques peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R2142-19 du code de la commande publique, sous forme groupée.

Aucune forme de groupement n'est imposée, mais en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire des autres membres du groupement.

## **7.10 Visite des lieux**

Une visite du site conseillée pourra être rendue possible pour les candidats, pendant la phase de consultation. Celle-ci a pour objet de permettre l'évaluation du contexte technique dans lequel les prestations devront s'effectuer.

Pour s'inscrire à cette visite, les candidats sont invités à prendre l'attache de M. Alexandre Therwath, Chef du département de la médiation :

[alexandre.therwath@museepicassoparis.fr](mailto:alexandre.therwath@museepicassoparis.fr)

La visite se fera dans des conditions de stricte égalité entre les candidats ; toute question suscitée par la visite devra être posée sur la plateforme dématérialisée. Cette visite est fortement recommandée pour prendre connaissance de l'ensemble des éléments dans le cadre de la consultation.

Il est conseillé aux candidats de prendre connaissance de l'ensemble des pièces du dossier de consultation avant de solliciter une visite.

## **ARTICLE 8 : VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées pour cette consultation.

## **ARTICLE 9 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation ;
- l'acte d'engagement (AE) pour chacun des lots et leurs annexes :
  - o annexe n° 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) de la part à commande de l'accord-cadre pour chacun des deux lots ;
  - o annexe n° 2 : la déclaration de sous-traitance (DC4) le cas échéant pour chacun des deux lots, disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- le cahier des clauses particulières commun (CCPC) et ses annexes :
  - o Annexe n°1 : éléments techniques de la banque de distribution des audioguides ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de la part forfaitaire du Lot n°1 de l'accord-cadre ;
- le détail quantitatif estimatif (DQE) pour chacun des deux lots.

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement en se connectant sur le profil acheteur de l'Établissement public du musée national Picasso – Paris à l'adresse suivante :

<http://marches-publics.gouv.fr/>

## **ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE**

### **10.1 Ouverture des plis**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des offres annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

### **10.2 Examen des candidatures et des offres**

A l'issue de l'examen des candidatures, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra éliminer les candidatures qui ne présentent pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution de l'accord-cadre.

Au moment de l'examen des offres, pourront être éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions des articles L2152-1 à L2152-4 du Code de la commande publique. Le cas échéant, l'offre ne sera ni analysée ni classée.

Toutefois, en application du même article, les candidats ayant remis une offre irrégulière pourront, le cas échéant, être invités à régulariser leur offre dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut, en application de R2152-2 du même code, avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de celles-ci.

Une attention toute particulière sera accordée au formalisme du rendu de l'offre. Ainsi, si le candidat ne respecte pas le formalisme imposé – notamment en ce qui concerne les documents financiers (BPU et DPGF), s'il ne complète pas l'intégralité du document et/ou s'il s'avère que les formules ne sont pas respectées, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer l'offre irrégulière.

### 10.3 Critères de jugement des offres

L'accord-cadre est attribué à l'opérateur économique le mieux classé en fonction des critères et sous-critères ci-après énoncés et de leur pondération :

Lot n°1

Critères	Pondération
<b>Critère 1 : Critère du prix des prestations</b> , analysé au regard des sous critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous-critère 1.2 : Montant total TTC du détail quantitatif estimatif (DQE) pour la part à bons de commande ;</li> <li>- Sous critère 1.3 : Montant total TTC des prix mentionnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ainsi que dans l'acte d'engagement, pour la part forfaitaire annuelle.</li> </ul>	<b>35 points</b>  20 points  15 points
<b>Critère 2 : Critère qualité des prestations</b> , analysée au regard des sous-critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- sous-critère 2.1 : ergonomie, performance et qualité du matériel proposé ;</li> <li>- sous-critère 2.2 : méthodologie et qualité proposée pour la réalisation et l'intégration des contenus ;</li> <li>- sous-critère 2.3 : méthodologie proposée pour la maintenance du matériel</li> <li>- sous-critère 2.4 : expérience du candidat dans le domaine, à justifier par la transmission de 3 séquences audio réalisées par le candidat pour d'autres établissements.</li> </ul>	<b>60 points</b>  20 points  20 points  10 points  10 points
<b>Critère 3 : Performance en matière de développement durable (notamment les impacts environnementaux et l'autonomie d'énergie des appareils ainsi que la sensibilité du candidat aux questions sociales)</b>	<b>5 points</b>

La somme des notes obtenues par le candidat donne un total sur 100 points. L'offre qui bénéficiera de la note totale sur 100 points la plus élevée sera retenue.

## Lot n°2

Critères	Pondération
<b>Critère 1 : Critère du prix des prestations</b> , analysé au regard des sous critères suivants :  Montant total TTC du détail quantitatif estimatif (DQE).	<b>40 points</b>
<b>Critère 2 : Critère qualité des prestations</b> , analysée au regard des sous-critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- sous-critère 2.1 : méthodologie et qualité proposée pour la réalisation des vidéos LSF ;</li> <li>- sous-critère 2.2 : expérience du candidat dans le domaine, à justifier par la transmission de 3 séquences vidéos réalisées par le candidat pour d'autres établissements.</li> </ul>	<b>60 points</b>  40 points  20 points

La somme des notes obtenues par le candidat donne un total sur 100 points. L'offre qui bénéficiera de la note totale sur 100 points la plus élevée sera retenue.

## ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PARTICIPATION ET DOCUMENTS À PRODUIRE

Les candidats devront remettre obligatoirement les documents et renseignements mentionnés aux 11.1 et 11.2 du présent règlement de la consultation.

### 11.1 Documents constituant la candidature - renseignements sur la situation juridique du candidat et permettant d'apprécier ses capacités financières, techniques et professionnelles

- 1/ l'acte d'engagement valant accord-cadre pour chacun des deux lots et leurs annexes complétés, datés et signés :**
- annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) pour chacun des deux lots **complété, daté et signé sous format PDF et Excel** ;
  - annexe n°2 : formulaire de sous-traitance (DC4) pour chacun des deux lots, le cas échéant, disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
  - la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour le Lot n°1.



	<p><b>2/</b> le formulaire type pour le document unique de marché européen (DUME), déclaration sur l'honneur qui peut être obtenu via le service DUME, service dématérialisé, et permet aux candidats de prouver qu'ils remplissent les critères de sélection d'une offre et n'entrent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner - ou les formulaires DC1 et DC2, en version code de la commande publique, disponibles à l'adresse :  <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat</a></p>
	<p>Le service DUME est disponible sur l'utilitaire suivant à l'adresse  <a href="https://dume.chorus-pro.gouv.fr/">https://dume.chorus-pro.gouv.fr/</a>;</p>
	<p>Une notice est disponible sur le portail de l'économie, des finances, de l'action et des comptes publics à l'adresse <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd">https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd</a></p>
	<p><b>3/</b> Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au cours des trois dernières années ;</p>
	<p><b>4/</b> Un document attestant que la personne signataire des documents transmis est habilitée à engager sa société (extrait Kbis, pouvoir) ;</p>
	<p><b>5/</b> Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation des prestations objet de l'accord-cadre ;</p>
	<p><b>6/</b> Une présentation du chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;</p>
	<p><b>7/</b> Une <b>liste de deux pages recto/verso maximum</b> des structures publiques ou privées de taille équivalente en termes de nombre et ayant contracté avec le candidat pour des prestations similaires au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.</p>
	<p><b>8/</b> Une attestation de vigilance URSAFF datant de moins de trois mois ;</p>
	<p><b>9/</b> Une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;</p>
	<p><b>10/</b> Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle datant de moins de trois mois ;</p>
	<p><b>11/</b> Un RIB.</p>

Il est rappelé qu'en application de l'article R2142-4 du code de la commande publique une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre sera invité à produire les justificatifs permettant de vérifier qu'il n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner,

conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique, sous réserve des articles R2143-13 et R2143-14 du même code.

Si l'attributaire de l'accord-cadre est un groupement, chaque membre du groupement attributaire devra produire ces pièces.

## 11.2 Documents constituant l'offre du candidat pour chacun des deux lots

<b>1/ L'acte d'engagement valant accord-cadre et ses annexes complétés, datés et signés :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>○ annexe n° 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) <b>complété, daté et signé sous format PDF et Excel</b> ;</li><li>○ annexe n° 2 : le formulaire de sous-traitance (DC4), le cas échéant.</li></ul>
<b>2/ La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour le Lot n°1 complétée, datée et signée par le candidat, sous format PDF et Excel ;</b>
<b>3/ Un mémoire technique détaillé pour chacun des deux lots ;</b>
<b>4/ Une attestation de visite fournie par le musée à cette occasion.</b>
<b>5/ Les fichiers « échantillons »</b> correspondant à 3 séquences audio réalisées par le candidat et pour d'autres établissements. Elles devront être remises sous forme numérique, transmises au sein du dossier d'offre par voie électronique ou intégrées dans un périphérique USB remis comme prévu à l'article 12.3 ci-dessous.

## ARTICLE 12 : CONDITION D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres doivent être transmises exclusivement par voie électronique et obligatoirement rédigées en langue française.

### 12.1 Signature et remise des offres par voie ou support électronique

Conformément à l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, il convient que l'ensemble des communications et échanges d'informations s'effectuent par des moyens de communication électronique (PLACE). Les plis papiers reçus sont dès lors considérés comme irréguliers au regard de l'article L. 3124-3 du code de la commande publique.

La transmission par voie électronique se fera à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'offre dématérialisée doit être reçue par l'Etablissement public du musée national Picasso-Paris avant la date et heure fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

Pour pouvoir faire une offre électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>).

En déposant une offre, les candidats s'engagent à avoir pris connaissance des conditions générales d'utilisation de la plateforme.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme. Les offres transmises après la date et heures limites fixées dans l'avis d'appel

public à la concurrence et sur la page de garde du présent document ne sont pas prises en compte.

Un autotest est accessible depuis l'espace privatif de chaque entreprise sur la plate-forme. Le support téléphonique de la plate-forme n'intervient plus dans l'heure précédant la date limite de dépôt.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché subséquent peut donner lieu à une signature manuscrite.

La signature par les candidats des offres remises par voie électronique n'est pas exigée. Pour les signatures électroniques, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives au certificat de signature, qui doit être valide et suffisamment sécurisé et à l'outil de signature utilisé. Il devra notamment transmettre le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires.

## **12.2 Modalités de remise des copies de sauvegarde par voie ou support papier**

Le candidat peut, parallèlement à la remise de son offre par voie électronique, transmettre une copie de sauvegarde d'une manière différente de l'envoi de sa candidature et de son offre initiale (sur support papier ou dématérialisé) et conformément à l'article 2-I de l'annexe 6 du code de la commande publique modifiée par un arrêté du 14 avril 2023.

Une copie de sauvegarde est la copie de l'intégralité des données constituant l'offre et doit être transmise sur support physique (papier ou électronique) ou de manière dématérialisée par le candidat. Celle-ci permet de prévenir toute perte et altération de données pouvant être préjudiciable pour le candidat.

Cette copie de sauvegarde ne pourra être analysée par le musée que dans le cas où l'offre remise sur la plateforme des achats de l'Etat serait corrompue, avec preuve de la corruption (captures d'écran, accusé réception/envoi de PLACE ou tout autre moyen de preuves permettant d'établir un dysfonctionnement de la plateforme) émanant de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Les offres sur support papier sont remises sous une seule enveloppe cachetée du lundi au vendredi entre 9 heures et 17 heures, soit sur place contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal à l'adresse ci-dessous :

**Musée national Picasso-Paris  
Département juridique et des achats  
20, rue de la Perle  
75003 PARIS**

L'enveloppe portera, outre l'adresse ci-dessus, la mention suivante en haut à gauche :

**« PRÉSTATIONS DE RÉALISATION ET D'INTÉGRATION DE CONTENUS POUR DES PARCOURS AUDIOGUIDÉS ET PRÉSTATIONS DE FOURNITURE, LOCATION ET MAINTENANCE D'APPAREILS D'AUDIOGUIDAGE POUR LE MUSÉE NATIONAL PICASSO – PARIS »**

**Elle doit également mentionner en évidence le nom du candidat.**

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique les copies de sauvegarde doivent parvenir à destination avant la date et heure limites fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

Les copies de sauvegarde dématérialisées sont déposées, le cas échéant, par le candidat par l'outil de son choix. Il indiquera par courriel à [commandepublique@museepicassoparis.fr](mailto:commandepublique@museepicassoparis.fr) les modalités de récupération.

### **12.3 Modalités de remise des échantillons par le candidat**

Conformément à l'article R2132-7 du code de la commande publique, l'ensemble des communications et échanges d'informations doivent être effectués par voie électronique.

**Cependant conformément à l'article R2132-12 du même code et comme explicité aux articles 10.3 et 11.2 du présent règlement de la consultation, le musée national Picasso-Paris demande la remise par le candidat des échantillons qui ne peut être transmis par voie électronique.**

**Sans transmission de cet élément dans les délais imposés, délais identique à ceux fixés pour la remise des offres, il est indiqué que le musée se réserve le droit de déclarer une offre irrégulière, au sens de l'article L2152-2 du code de la commande publique.**

L'échantillon devra être remis sous une seule enveloppe cachetée du lundi au vendredi entre 9 heures et 17 heures, soit sur place soit par lettre recommandée à l'adresse ci-dessous :

**Musée national Picasso-Paris  
Département juridique et des achats  
20, rue de la Perle  
75003 PARIS**

L'enveloppe portera, outre l'adresse ci-dessus, la mention suivante en haut à gauche :

**« PRESTATIONS DE REALISATION ET D'INTEGRATION DE CONTENUS POUR DES PARCOURS AUDIOGUIDES ET PRESTATIONS DE FOURNITURE, LOCATION ET MAINTENANCE D'APPAREILS D'AUDIOGUIDAGE POUR LE MUSEE NATIONAL PICASSO-PARIS – NE PAS OUVRIR – ECHANTILLONS ».**

Sans transmission de ces éléments dans les délais indiqués sur l'avis d'appel à concurrence et sur la page de garde du présent document, le musée se réserve le droit de déclarer l'offre irrégulière, au sens de l'article L. 2152-2 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 13 : DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES PAR LES CANDIDATS**

Conformément aux articles R. 2132-1 à R. 2132-6 du code de la commande publique relatif aux marchés publics l'ensemble des échanges entre le candidat et le musée doivent se faire de manière dématérialisée.

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires, peuvent le faire uniquement par courrier électronique en adressant leur demande par le biais du profil acheteur <http://marches-publics.gouv.fr/> au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des

offres via la rubrique « poser une question ». Toutefois, en cas d'impossibilité technique, il est possible de communiquer par courrier électronique via le courriel [commandepublique@museepicassoparis.fr](mailto:commandepublique@museepicassoparis.fr).

Une réponse commune est alors faite aux candidats inscrits à la plateforme et ayant posé leur question dans les délais indiqués s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de l'offre.

L'établissement se réserve le droit de répondre dans les meilleurs délais à la demande d'information.

Dans aucun cas, le musée ne pourra être tenu pour responsable du manque d'information d'un candidat qui ne serait pas inscrit ou qui n'aurait pas téléchargé les documents mis à jour.

Si la date limite fixée pour réception des offres est décalée, les dispositions ci-dessus sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

#### **ARTICLE 14 : MODIFICATIONS APPORTÉES AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard quatre (4) jours avant la date fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **ARTICLE 15 : COMMUNICATION DES RÉSULTATS**

Tous les candidats seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R2181-1 à R2181-4 du code de la commande publique.

#### **ARTICLE 16 : VOIES DE RECOURS**

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04

Email : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Tel (+33) 1 44 59 44 00

URL : <http://www.conseil-etat.fr/ta/paris/index.shtml>

Fax : (+33) 1 44 59 46 46

Des renseignements concernant l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès de cette même instance.